



Le point conjoncture

Bulletin électronique de la Direction des Affaires Economiques et Fiscales

**Indicateurs économiques
et analyse de la CGPME.**

Mars 2010

les tendances

Industrie →
Commerce →
Services →

■ ■ ■ ACTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE

En février, les chefs d'entreprises du secteur estiment que la conjoncture s'est figée : l'indicateur correspondant s'établit au même niveau qu'en janvier, soit 9 points* sous sa moyenne de longue période.

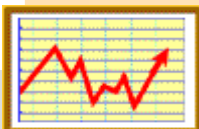
La fin d'année 2009 a été marquée par la stabilité du chiffre d'affaires dans l'ensemble de l'industrie (+0,3 % au cours du dernier trimestre 2009). Cependant, cette stabilité générale cache certaines hétérogénéités : il a été constaté une augmentation de 4,1 % dans le secteur automobile tandis que les autres matériels de transport (construction navale, aéronautique et ferroviaire) subissaient une perte de 4,9 % de leur chiffre d'affaires.

Par conséquent, après la hausse exceptionnelle des commandes en décembre (+14,9 %), essentiellement tirées par le secteur automobile (+65,6 % en un mois), les industriels estiment qu'elles sont peu garnies en février, tout comme les stocks.

Parallèlement, la production industrielle a augmenté de 1,6 % en janvier : cette performance tient surtout aux matériels de transport (+8 %) et particulièrement aux autres matériels de transport (+14,5 %). En effet, les livraisons d'Airbus ont eu lieu en janvier. Toutefois, sur un an, la production industrielle a légèrement diminué (-0,7 %) : l'indice est inférieur de 9,2 points par rapport à sa moyenne de longue période et de 13,85 points relativement à son haut niveau d'avril 2008 (104,7 %). Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production est quasiment stable en février (74,4 % après 74,1 % en janvier) et demeure inférieur de 9,6 points à sa moyenne de longue période.

Les perspectives personnelles de production pour les prochains mois diminuent et demeurent peu élevées. En outre, les industriels ne parviennent pas à anticiper les tendances de la conjoncture pour les prochains mois : l'indicateur de retournement du climat des affaires se situant dans la zone d'incertitude conjoncturelle.

Indicateur du climat des affaires	Indice de production industrielle	Indice des commandes en valeur reçues
(Derniers chiffres INSEE au 19/02/2010) →	(Derniers chiffres INSEE au 10/03/2010) ↗	(Derniers chiffres INSEE au 19/02/2010) ↗



le point conjoncture.

☎ contact@cgpme.fr - ☎ 01 47 62 73 73

* Le nombre de points sert à exprimer la différence entre 2 indicateurs ou entre un indicateur et sa moyenne de longue période ; Les pourcentages permettent d'évoquer une variation.

■ ■ ■ ACTIVITÉ DANS LE COMMERCE

D'après les commerçants, la conjoncture du secteur est proche de la normale : l'indicateur du climat des affaires est égal à sa moyenne de longue période.

Toutefois, l'activité au cours des mois précédents a eu tendance à se détériorer : entre janvier et février 2010, l'indicateur correspondant se place à 7 points en-dessous de sa moyenne de longue période (alors qu'au cours de la période précédente il la dépassait d'un point).

Par ailleurs en décembre, le chiffre d'affaires progresse dans le commerce de détail (+0,7 %) ainsi que dans l'hébergement et la restauration (+0,6 %), tandis que dans le commerce de gros, le chiffre d'affaires est quasi stable (+0,1 %), après une nette hausse en novembre (+1,5 %).

Les prévisions de ventes s'améliorent mais ne sont pas encore suffisantes : le niveau de l'indicateur correspondant s'accroît en février (+47,38 %) mais demeure inférieur de 10 points à sa moyenne de longue période. Ainsi, même si les stocks sont toujours jugés légers, les intensions de commandes évoluent peu, le solde d'opinion correspondant étant inférieur de 6 points à la moyenne de long terme.

[Enquête mensuelle dans le commerce](#)
(Derniers chiffres INSEE au 19/02/2010)



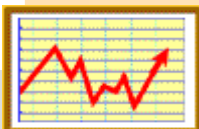
■ ■ ■ ACTIVITÉ DANS LES SERVICES

En février, les chefs d'entreprise considèrent que la conjoncture est stable : l'indicateur du climat des affaires gagne 1,14 % par rapport à janvier ce qui l'établit à un niveau inférieur de 11 points à sa moyenne de longue période.

Ils estiment que l'activité au cours du mois de décembre s'est légèrement repliée. C'est notamment le cas dans le secteur des services aux entreprises, où le chiffre d'affaires a diminué de 0,4 % en décembre et s'est stabilisé au cours des trois derniers mois (+0,6 %). De même, le chiffre d'affaires des services aux ménages a reculé de 1% en décembre et de 0,6 % au cours du dernier trimestre 2009.

Pour les mois à venir, les entrepreneurs prévoient un ralentissement de la demande. Quant aux perspectives générales d'activité, l'indicateur correspondant augmente d'un point mais demeure inférieur de 6 points à sa moyenne de long terme.

[Enquête mensuelle dans les services](#)
(Derniers chiffres INSEE au 19/02/2010)



le point conjoncture.

☎ contact@cgpme.fr - ☎ 01 47 62 73 73

■ ■ ■ TABLEAU RÉCAPITULATIF

En hausse ↗	Stable →	En baisse ↘
- Perspectives générales d'activité (services) - Production (industrie)	- Indicateur synthétique du climat des affaires (industrie, commerce et services) - Carnets de commandes globaux (industrie)	- Perspectives personnelles de production (industrie) - Perspectives générales d'activité (commerce) - Carnets de commandes étrangers (industrie)

■ ■ ■ ANALYSE DE LA CGPME

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a connu une légère amélioration au 4ème trimestre 2009 (+0,6 %, après +0,2 % au 3ème trimestre). Cette reprise n'est, en fait, que temporaire. Elle est due à trois facteurs :

- * le fort déstockage a laissé la place à un lent restockage à partir du 2ème semestre 2009,
- * le plan de relance, concentré sur 2009, a permis à certains secteurs de limiter les dégâts,
- * l'inflation a été modérée, ce qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages.

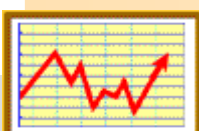
Ainsi, il n'y a pas encore d'éléments qui traduisent une reprise pérenne de l'activité. En 2009, le PIB a reculé de 2,2 % (après +0,3 % en 2008), soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre.

Le déficit budgétaire au 31 janvier s'élève à 9,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 13,58 % en un an. Les dépenses atteignent 27,3 milliards d'euros (contre 22,2 milliards d'euros en janvier 2008, +23,3 % en 12 mois). Les recettes ont moins progressé que les dépenses (+12 % en un an) et s'établissent à 12,0 milliards d'euros. Il est à noter que les recettes fiscales collectées au titre de l'impôt sur les sociétés ont chuté de 76,9 % au cours de la même période. Ainsi, le déficit public en 2009 s'est élevé à 7,9 % du PIB et devrait s'accroître à 8,2 % du PIB en 2010.

Par conséquent, la dette publique s'est établie à 77,4 % en 2009 et augmenterait à 83,2 % du PIB en 2010. Il faut rappeler que la dette publique représente l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat dans le but de financer le déficit public et que ces prévisions sont basées sur les estimations de croissance, faites par le Gouvernement, de 1,4 % en 2010 et de 2,5 % par an à partir de 2011 jusqu'en 2013.

Par ailleurs, en janvier, le déficit du commerce extérieur se résorbe de 11,41 % : il atteint ainsi 3,681 milliards d'euros. Les exportations s'élèvent à 30,176 milliards d'euros, soit une augmentation de 2,66 % par rapport à décembre 2009. Cet accroissement est notamment dû au redressement des ventes aéronautiques, en particulier d'Airbus vers l'Asie, ainsi que pharmaceutiques vers la plateforme de distribution belge. Parallèlement, les importations se sont stabilisées à 33,857 milliards d'euros (+0,92 % entre décembre et janvier), soit le signe que la demande intérieure est plutôt atone. Les achats d'hydrocarbures naturels ont légèrement augmenté tandis que ceux de produits agricoles sont demeurés stables.

Au cours de l'année 2009, le déficit du commerce extérieur atteint 43,486 milliards d'euros, soit une amélioration de 22,23 % du solde. Ceci traduit l'impact néfaste de la crise sur le commerce mondial.



le point conjoncture.

☎ contact@cgpme.fr - ☎ 01 47 62 73 73

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) diminue légèrement en janvier (-0,2 %) : la baisse des prix des produits manufacturés (-1,9 %), du fait des soldes, est compensée par la hausse des prix des produits frais (+7,8 %) et celle des produits pétroliers (+4,4 %). Au cours des 12 derniers mois, l'IPC s'est accru de 1,1 %. L'indice d'inflation sous-jacente, calculé hors tarifs publics et prix volatils, est stable en janvier mais affiche une progression de 1,6 % sur un an.

Ménages

En février, le moral des ménages se dégrade alors que jusqu'à présent il avait tendance à s'améliorer : la valeur de l'indicateur correspondant perd 10 % en un mois et se place à 15 points en dessous de sa moyenne de longue période.

En effet, les ménages observent que le chômage continue de s'accroître : en janvier, 15 900 personnes supplémentaires se sont inscrites au Pôle emploi, portant à 3,865 millions le nombre de personnes au chômage. Ainsi, le nombre de chômeurs s'accroît de 16,5 % en un an, ce qui le rapproche de son niveau de juillet 2005. La crise a donc effacé 34 mois consécutifs de baisse du chômage. De surcroît, au 4ème trimestre 2009, 9,6 % des personnes actives ne travaillent pas mais le souhaiteraient (chômage au sens du BIT) : l'acquis de croissance du taux de chômage est, en 2009, de 9,1 %, soit un niveau similaire à celui de 1999.

En outre, les ménages estiment que le chômage continuera d'augmenter au cours des mois à venir : l'indicateur retraçant les anticipations de hausse de chômage des ménages demeure très supérieur (de 25 points) à sa moyenne de longue période.

Par ailleurs, ils considèrent que leur situation financière se détériore légèrement, l'indicateur perdant 20 % de sa valeur en janvier. Ainsi, en janvier, les ménages sont moins nombreux à penser que le moment est opportun pour effectuer des achats importants : le retour de l'inflation et la hausse du chômage tireront les salaires vers le bas (au mieux ils se stabiliseront) ce qui dégradera leur pouvoir d'achat.

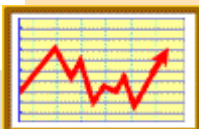
Par conséquent, la consommation en est affectée en janvier : pour la première fois depuis le mois d'août 2009, les dépenses en produits manufacturés diminuent (-2,7 %), parmi lesquelles les achats en automobiles marquent un recul particulièrement important (-16,7 %). En effet, l'annonce de la baisse de la prime à la casse pour 2010 avait stimulé l'achat de véhicules neufs fin 2009 (+10,7 % en novembre et +5,3 % en décembre). Ceci démontre que la consommation, hors mesures de soutien, est très fragile.

Ainsi, tous ces facteurs conjugués (hausse du chômage, altération de la situation financière et baisse des mesures de soutien) incitent les ménages à épargner : l'indicateur représentant les intentions d'épargne des ménages s'accroît de 5,26 % en février et atteint désormais sa moyenne de longue période.

Entreprises

Après un léger rebond en janvier, le climat des affaires se stabilise : l'indicateur n'a pas évolué au cours de février et demeure 10 points en dessous de sa moyenne de longue période. Alors que les entrepreneurs sont dans l'attente d'un rebond significatif de leur activité, ils voient le nombre de défaillances s'accroître et un accès au crédit toujours aussi difficile.

En décembre 2009, le nombre cumulé de défaillances sur 12 mois s'élève à 63 295 entreprises, soit



le point conjoncture.

☎ contact@cgpme.fr - ☎ 01 47 62 73 73

une augmentation de 13,8 % relativement à 2008, après +8,4 % entre 2007 et 2008. Il est à noter que 93,26 % (59 031 entreprises) des défaillances concernent des PME et que leur nombre s'est accru de 16,3 % en un an. Les secteurs les plus touchés sont la construction (27 % des défaillances en 2009), le commerce et la réparation automobile (22 %), l'hébergement et la restauration (11 %), les activités de services aux entreprises (10 %) et l'industrie (9 %).

Parallèlement, en janvier, le nombre de créations d'entreprises se replie : -27,4% hors auto-entrepreneurs. Le nombre d'auto-entrepreneurs augmente de 11,23 % en un mois et concentre 57,39 % des créations d'entreprises. Les secteurs qui contribuent le plus à la création d'entreprises (y compris auto-entrepreneurs) sont les services aux entreprises (23 % des créations), le commerce et la réparation automobile (21%), la construction (14 %) et les services aux ménages (13 %).

Le manque de solidité de la demande hors mesures de soutien et les difficultés d'accès au crédit entraînent l'accroissement des défaillances d'entreprises.

En effet, la baisse de la production de crédits aux sociétés non financières s'intensifie en janvier (-2,1 % après -0,9 % en décembre). La chute des crédits de trésorerie est plus marquée : au cours des 12 derniers mois, les encours de ce type de crédits ont diminué de 15,3 % et retrouvent un niveau quasiment équivalent à celui de juin 2007.

Par ailleurs, les encours de crédits à court terme octroyés aux PME indépendantes ont baissé de 3 % entre janvier 2008 et janvier 2009.

Ainsi, convoqués à l'Élysée vendredi 5 mars, les dirigeants des cinq principaux réseaux bancaires se sont engagés à mettre à disposition des PME et TPE, une enveloppe de 96 milliards d'euros : 38 milliards seraient destinés à financer les projets de moyen et long terme, tandis que 58 milliards seraient consacrés aux crédits de trésorerie. En outre, les banques ont promis d'abaisser le délai de réponse à 15 jours, une fois le dossier complet.

Toutefois, le nombre de TPE en médiation demeure élevé : en février, sur les 1 100 entreprises qui ont saisi la Médiation du crédit, 88 % emploient moins de 10 salariés soit 5 points de plus en deux mois. En outre, les concours bancaires de court terme et ceux inférieurs à 50 000 euros (59% des cas), sont les premiers motifs de saisie de la médiation. En effet, d'après le Médiateur, les banques ont tendance à être très sélectives et attendent les prochaines publications des comptes 2009. Ainsi, une plus forte attention devrait être apportée aux conséquences des notations des bilans fin 2009 afin que celles-ci soient interprétées en tenant compte de la conjoncture et qu'elles n'aient pas de conséquences défavorables sur les concours bancaires aux PME.

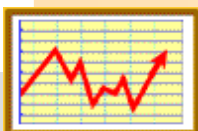
Sur le plan sectoriel, les dossiers acceptés en médiation en février concernent le commerce (26%), le BTP (20%), l'agriculture et l'agroalimentaire (17%).

Conclusion

L'année 2010 risque d'être une période économiquement sensible : la reprise temporaire et technique observée à l'été 2009 n'est toujours pas parvenue à s'enraciner aux relais de croissance durable. En effet, le moral des ménages se dégrade face à l'augmentation du chômage, la baisse de leur pouvoir d'achat et la fin des mesures de soutien. Parallèlement, les entrepreneurs considèrent que la conjoncture s'est figée : les carnets de commandes tardent à retrouver leur niveau d'avant crise.

En outre, les annonces de réduction des déficits ne peuvent qu'exaspérer le sentiment de doute des acteurs économiques : comment pourra-t-on dépenser plus, du fait de la montée du chômage par exemple, dans un contexte de croissance molle, sans accroître les prélèvements obligatoires ?

Ce doute est insupportable et ne fait que retarder la reprise durable. Il est temps pour l'Etat de définir une stratégie de sortie de crise claire et crédible.



le point conjoncture.

☎ contact@cgpme.fr - ☎ 01 47 62 73 73